QUATRIÈME ANNÉE, N° 5 — DIX CENTIMES — DU 28 MAI AU 3 JUIN 1898

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

L'INSURRECTION ÉCRASÉE

La grande tentative de renverser l'odieux système bourgeois, qui vient d'être faite en Italie, a échoué pour le moment. C'est le régime du sabre, des cours martiales, des procureurs de bagne, qui règne maintenant.

Les cours martiales fonctionnent, l'exil administratif des suspects recommence. Les bagnes, les prisons délabrées des îles de l'Adriatique se repeuplent. Les unions ouvrières, les cercles de propagande sont dissous.

Plus que cela. Deux mesures d'une immense portée viennent d'être prises. A Naples, le commandant militaire, Malacria, vient de défendre toute sorte de grèves. L'ouvrier qui osera résilier le « contrat », supposé libre, avec son maître, et qui osera quitter l'atelier ou l'usine, sera traîné devant un tribunal militaire comme provocateur de désordres.

D'autre part, le travail sur les chemins de fer est rendu service militaire. Les voies ferrées, en Italie, n'appartiennent pas à l'Etat : ce sont des entreprises privées. Néanmoins, vingt classes de réservistes ayant été appelées sous les armes, tous ceux d'entre eux qui sont ouvriers de chemin de fer font leur service militaire sur les voies ferrées, comme mécaniciens, chauffeurs ou conducteurs. Le soldat sert sa « patrie » en travaillant à enrichir les actionnaires — et la bourgeoisie libérale de l'Europe entière d'applaudir !

Jamais l'union entre l'Etat et le capitaliste n'a été affichée si franchement. Et puis, c'est si simple : — « Tu refuses de travailler pour la compagnie, comme ouvrier? C'est ton droit, mon ami : tu es libre ! Mais, comme soldat, tu es serf de l'Etat, — et comme tel, avec ton uniforme de serf sur le dos, tu travailleras pour tes maîtres. »

On l'avait déjà fait pour les boulangers; on le fait maintenant pour les chemins de fer. Demain on le fera pour l'industrie du fer, du coton, du drap. On en parle déjà en Angleterre depuis que la grève des mécaniciens a retardé les armements de l'Etat. Et puisqu'il faut de la toile et du drap pour habiller le soldat, l'industrie du coton et du drap vont être aussi déclarées un jour service militaire. Mais quoi ? — à Naples toutes les industries le sont déjà, puisque quitter l'atelier est un crime d'Etat.

Vive l'Etat propriétaire des industries !

∴

La tentative de révolution sociale échouée, cette fois, en Italie, il ne manquera pas de très savants philosophes pour nous catéchiser.

— Vous voyez bien, nous dira-t-on, qu'une révolution ne se *fait* pas. Elle ne peut être ordonnée à l'avance. Attendez le moment où elle viendra elle-même.

Eh bien, non ! Jamais une révolution ne viendra si elle n'est précédée d'insurrections. Et jamais le caractère d'une révolution, prête à éclater, ne se déterminera que par le caractère des révoltes qui l'auront précédée. Toute l'histoire est là pour l'affirmer.

C'était une folie de se soulever en 1775 et en 1788, sous l'ancien régime : paysans sans armes défiant la soldatesque d'un gouvernement fort ! Mais jamais il n'y eût eu en France de Grande Révolution si ces héros des campagnes n'avaient fait leurs révoltes désespérées. Jamais les jacqueries de 1789 à 1793, qui, seules, mirent fin au régime féodal, n'auraient eu lieu sans celles de 1775 et de 1788. Et — on le sait aujourd'hui — rien, absolument rien ne serait sorti de l'Assemblée Nationale de 1789 sans ces jacqueries. Les jacqueries furent le fonds sur lequel vécut la Révolution.

Quelle folie héroïque, encore, ce soulèvement des tisserands de Lyon en 1834 ! Quelle folie de leur part d'arborer le drapeau rouge et de demander du pain ou du plomb, de vivre en travaillant ou de mourir en combattant ! Quelle folie de la part de Barbès, de Blanqui, de Raspail et de tant d'autres de conspirer contre le gouvernement fort des bourgeois sous Louis-Philippe !

Et cependant jamais le grand problème social n'eût été posé en 1848, en plein soleil, pour l'enseignement de l'Europe entière, si ces glorieux combattants de Lyon n'avaient arboré le drapeau rouge du travail, et s'ils n'avaient marché, serrés autour de ce drapeau, contre les balles de la bourgeoisie. Jamais la Révolution de 1848 n'eût pris son caractère *social*, sans ces héroïques précurseurs. Elle serait restée bourgeoise.

∴

Et puis, ceux-là seuls peuvent parler de maintenir les haines du système bourgeois, de maîtriser l'élan révolutionnaire, qui n'ont jamais senti ni ces haines, ni cet élan.

Plus que tout autre, l'esprit de révolte veut et doit se manifester par des faits. Celui-là n'a jamais rien haï, qui n'a senti ses haines déborder. Parlez de retenir dans son lit fleuri le ruisseau qui grossit sous l'orage, qui a sa force vive en lui, et qui rompt ses digues.

Le peuple italien a senti monter en lui ses haines, dès longtemps accumulées, ses colères, sa force vive. — « Autant mourir sous les balles, que de mourir des transes de la faim et voir mourir ses petits », — se sont dit les femmes courageuses qui se sont jetées avec leurs enfants sous les sabres des cavaliers, les baïonnettes des fantassins, la mitraille des canons.

Que faire enfin dans cette maudite société, où il faut que mille hommes tombent troués de balles et renversés par la mitraille en face des greniers remplis de blé, pour faire sortir ce pain des greniers, pour forcer les porte-clefs à en ouvrir les portes?

Et on les a ouvertes, alors que l'on a vu qu'il y allait de la peau des riches, aussi bien que de la peau des meurt-de-faim.

Le pain n'est plus à 56 centimes le kilo, en Italie : il est à 32 centimes. Donc, il *pouvait* l'être, même dans cette maudite société. Mais elle ne s'est décidée à ouvrir ses greniers d'abondance que quand elle a vu sa peau en danger. Dix jours avant l'insurrection, elle chantait encore des messes pour célébrer le blé à 50 francs le quintal !

∴

Toujours, ce furent les précurseurs qui donnèrent à chaque nouvelle révolution son caractère. Il en sera de même en Italie.

Aujourd'hui, le gouffre est large et profond, creusé, non seulement entre la monarchie et le peuple italien, mais entre le peuple et la bourgeoisie entière.

N'a-t-on pas vu, en effet, les belles dames de Milan distribuant des vivres, du vin, de l'argent, et jusqu'à des fleurs, aux soldats, en les priant de « bien viser » les hommes du peuple ? La châtelaine moderne, caressant son chevalier, le pioupiou, pour qu'il lui sauve ses meubles et sa garde-robe de cocotte !

Ces chères mamans, si sentimentales envers leur progéniture, envoyaient leurs doux sourires à l'artilleur, alors que celui-ci vomissait la mitraille dans les rues de Milan, sans même laisser le temps à la mère ouvrière d'entraîner son gamin qui s'égarait, ébahi, devant les gueules des canons. C'était beau à voir, la mère qui tombait, assassinée, elle et son petit, sous les yeux des garces de la noblesse, plantées sur leurs balcons et se pâmant de joie !

Et maintenant, tous les partis bourgeois ne sont-ils pas ralliés au parti de l'ordre — républicains et monarchistes, libres penseurs et catholiques encourageant la répression sanglante, alors que, hier encore, prêtraille et républicains poussaient le peuple à la révolte?

Oui, ils ont tenu à prouver au peuple italien que dans toute la civilisation moderne il n'y a que deux partis en présence : celui des travailleurs et celui des exploiteurs de *toutes* les couleurs; que, dans une lutte sociale, tous ils ne font qu'un.

Tout un immense enseignement se dégage de cette insurrection. Soyons sûr que le peuple saura méditer là-dessus et, laissant de côté les vaines récriminations, pensera plutôt aux moyens qui assurent à la bourgeoisie ses victoires.

VINDEX.

Source gallica.bnf.fr / Musée social–RECMA

LE POINT DE VUE ANARCHISTE

En même temps que l'élection Drumont, à Alger, nous édifiait un peu plus sur la valeur du bulletin de vote, on nous communiquait la circulaire suivante. Elle mérite, comme vous allez voir, les honneurs de l'*in extenso* :

A tous les Catholiques,
A tous les Français
Nous faisons un appel chaleureux!

Les derniers événements : les assauts perfides et furieux d'une meute hurlante s'acharnant contre l'armée et la magistrature, accusant, vilipendant, trahissant tout ce qui fait la gloire de notre pays et sa sécurité, nous ont été pour tous d'un poignant enseignement.

Quelques tripoteurs cosmopolites, une caste honnie, stigmatisée par Dieu même, dont on compte les rares tenants comme on compte les chiens pris de rage, les Juifs sont maîtres chez nous. Ils parlent haut, commandent dur, pratiquent l'usure, ils défient au cours d'intolérables spoliations les justes lois qu'ils tournent et les juges qu'ils évitent. Ils ont accaparé tout notre or; s'il nous en reste quelques paillettes, nous le leur livrons sous forme de dépôt et de crédit. Nous nous trahissons ainsi nous-mêmes, et, forts d'une incurie qu'ils croient être de la stupidité, les fils de Juda nous poussent, les pieds dans les reins, vers la ruine et la honte irréparable. Ne pouvant trafiquer publiquement de nos personnes, ils ont voulu du moins livrer clandestinement notre pays. Ils ont vendu hier les secrets de notre défense; demain ils mettront à prix nos moyens de salut, notre trésor de guerre, nos réserves d'or et d'argent qu'ils convoitent et dont ils ont la garde. Et nous ne frémissons pas de colère, d'horreur; nous ne nous armons pas de courage pour nous protéger, pour nous soustraire à ce dur esclavage, à ce cauchemar incessant!

Français et Catholiques, il faut s'unir, il faut se constituer en bataillons carrés, impénétrables; il faut nous emparer à notre tour du commerce et de l'industrie, de la finance; il faut faire nos affaires nous-mêmes, au lieu de les confier à ces intendants crasseux, fourbes, rampants, qui vous arrivent un jour besace au dos, et vous étranglent finalement derrière un comptoir.

Nous organisons, nous, la Banque internationale d'émission et d'escompte. Dès un premier appel, les adhésions ont afflué; encore un effort, elle sera constituée. Envoyez votre souscription; qu'elle soit modeste, les Catholiques sont nombreux, et nous aurons, vous aurez un instrument de défense précieux. Cette banque catholique, par son inspiration et son organisation, restera catholique par sa clientèle et par ses œuvres. Elle sera honnête, puissante, prospère, rendra sincèrement les services multiples, honorables que ses fondateurs promettent et que les Catholiques peuvent attendre d'elle.

Suivent extraits des statuts et bulletins de souscripteurs, bref tout le nécessaire usité en pareil cas pour que l'argent des gogos vienne à destination.

N'est-ce pas que la *petite affaire*, lancée en style libre-parole, est instructive? Rien n'apprend mieux de quoi est faite, pour une large part, la vertu farouche des antijuifs : un beau dépit de voir l'épargne nationale, cette épargne tant flagornée et tant convoitée, enfler de préférence les poches juives. La France aux Français! que diable! Les places aux gens honnêtes et l'or aux catholiques!

Mais ces agioteurs décavés, à l'affût d'un coup et s'avisant d'exploiter les passions religieuses, ce n'est pas seulement une explication de l'antisémitisme et un document pour son histoire. C'est bien davantage. C'est le symbole même de cette croisade grotesque et louche qui refoule d'un coup notre époque vers le passé des guerres de religion et des bûchers inquisitionnistes.

Comme nos banquiers devant le coffre vide, les débris des régimes vaincus, semblables aux épaves des spéculations véreuses, ne savaient à quel diable se vouer! La dent était bonne encore, ne demandant qu'à mordre; les appétits aigus, appétits de richesses, appétits de pouvoir. On brûlait de se rasseoir aux copieux repas où l'on s'était rassasié du pauvre et dont le goût ne se perd plus. Or le siècle s'y prêtait de moins en moins. Le socialisme menaçait. Le curé ne faisait plus recette. Le juge guillotinait encore par-ci par-là, mais sans effrayer personne. Le panache et le sabre eux-mêmes baissaient. Mauvais présage.

Que faire en cette occurrence?

Se rallier aux politiciens actuels? D'orgueilleux imbéciles s'étant crus assez forts pour se passer quelque temps de l'obscurantisme et qui ne savaient plus comment sortir de l'aventure? Impossible!

L'antisémitisme se leva, radieux, sur ces angoisses. Formule magique, répondant à tout, parant à tout.

Charger à nouveau les Juifs des péchés d'Israël, c'était s'innocenter soi-même et raffermir aussi le prestige du prêtre.

Les sémites, comme on sait, n'ont pas de patrie et c'est à merveille pour redonner du lustre aux castes militaires. On crie d'abord : « A bas les intrus! » C'est trop juste. Et par la même occasion : « Vive la France! » Puis : « Vive l'armée! » en attendant : « Vive le sabre! »

Rien de tel non plus contre le grand péril moderne, contre ces socialistes, nouveaux barbares qui menacent de tout chavirer. Heurter ces gens-là de front, ce serait folie! Ce qu'il faut, c'est les endormir et les tourner. Dénonçant le capital juif et l'escroquerie juive, nous sommes des leurs, rien de plus clair. N'est-ce pas, camarades? Et puis l'essentiel, c'est de jeter hors l'exploiteur étranger. Entre vieux Français de France, ouvriers ou patrons, on s'entend toujours, que diable! On n'est peut-être pas tout à fait du même avis, mais on peut marcher ensemble. Les gens honnêtes peuvent toujours marcher ensemble.

Et rien ne fut négligé pour entretenir l'équivoque. Apparenté d'un côté aux aristocraties les plus authentiques, l'antisémitisme affectait de l'autre un débraillé révolutionnaire. Pendant que le chef pleurait sur les misères du peuple, vitupérant ses oppresseurs, les lieutenants faisaient chorus aux pires violences des réunions publiques, criant, quand il fallait : « Vive la commune! »

Quelques-uns de très bonne foi s'y laissèrent prendre. Ils doivent être aujourd'hui désabusés.

A la faveur des événements récents où l'antisémitisme joua le noble rôle que l'on sait, Drumont s'est démasqué.

Cette fouine de sacristie, ce sous-Veuillot qui se donne si volontiers du sociologue et du penseur s'est révélé ce qu'il fut toujours : l'avoué retors, l'homme d'affaires providentiel des réactions affamées.

Tels les tripoteurs de la *Banque internationale d'émission et d'escompte*, pour ses clients aux abois il a fondé la Banque antisémite et il en gère les intérêts en financier canaille.

A la fin de ce siècle où le prolétariat français fut dupe de tant d'aventuriers, l'aventure antisémite nous offre un nouvel et très précieux enseignement. Elle nous révèle les ténacités insoupçonnables, la persistance inlassable des réactions crues mortes. Elle nous apprend les soudains avatars par quoi ces revenants dissimulent leurs retours offensifs.

Raison nouvelle de poursuivre sans relâche la ruine de toute politique, la faillite de tout gouvernement et d'ériger à leur place le travail organisé par les travailleurs eux-mêmes.

CHARLES-ALBERT.

Mouvement ouvrier

A Bourges, les ouvriers carrossiers sont en grève. Quelques-uns des grévistes ayant trouvé à s'employer dans les ateliers militaires, les patrons sont intervenus, et, pour être sûrs de les réduire par la famine, ils les ont fait chasser. C'est ce que nos gouvernants appellent la « liberté du travail ». Dans l'impossibilité de travailler autre part, Gros-Jeans comme devant, les ouvriers reprendront leur chaîne chez leurs anciens exploiteurs. Il est vrai que les socialistes de l'endroit prêchent le calme, et leur conseillent de voter pour des socialistes, pour se venger.

Belle vengeance, ma foi!

Mais il y a mieux, camarades! A Brest, les ouvriers de l'usine Esnault et Aubineau sont en grève; une demande d'augmentation de salaire et la journée de 10 heures au lieu de 11 en est la cause. Craignant des troubles en raison de l'excitation des esprits, la police se tient en permanence autour des ateliers pour protéger la sacro-sainte propriété. De plus, les ouvriers ont été remplacés par des soldats pour activer certains travaux d'un cuirassé en cours de construction.

Et ces maudits anarchistes qui prétendent que l'armée ne sert à rien!

La semaine dernière a eu lieu à Paris un congrès de la Société fraternelle des employés de chemins de fer. Ministres et directeurs de compagnies sont venus féliciter les congressistes de leur belle résignation. Il paraît que c'est pour le plus grand bien de la patrie que des employés gagnent, pour quatorze et quinze heures de travail, un salaire plus que dérisoire de 60 à 75 francs par mois. J'avoue mon incompétence à établir le rapport entre le salaire de famine des employés et la patrie. A moins que la patrie ne soit représentée par Rothschild et les porteurs de titres. Dans ce cas....

Les ouvriers et ouvrières des manufactures de tabacs ont aussi éprouvé le besoin de se réunir en congrès pour demander à l'administration, qui refuse, une augmentation de salaire et une diminution des heures de travail.

A signaler le passage d'un rapport où il est dit que « dix heures passées dans des ateliers malsains sont plus que suffisantes pour détruire la santé de la femme, en la mettant ainsi dans l'impossibilité de donner à la France des enfants sains et robustes ».

P. DELESALLE.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

LA GRANDE FAMILLE. — La Grande Famille est, on le sait, remplie de reconnaissance envers ceux qui lui font le sacrifice de leur vie ou de leur santé. Dans les manuels d'instruction civique, on vante aux enfants la gloire qui rejaillit sur celui qui se dévoue à la patrie, et la vénération dont il est l'objet de la part de ses concitoyens.

Cette vénération, malheureusement, ne va que jusqu'à la bourse. Témoin l'histoire d'un malheureux, nommé Pinsmaille, qui rappelle point par point celle de Raffy que nous avons racontée il y a quelque temps.

Pinsmaille est Belge. Plein d'admiration, sans doute, pour notre glorieuse armée qui compte à sa noble tête des officiers tels que nos Pellieux et nos Esterhazy, il contracta un engagement dans la légion étrangère. Il fut envoyé au Tonkin. Là, il contracta des fièvres et entra à l'hôpital en 1892. Depuis, il traîna d'hôpitaux en hôpitaux, avec une dysenterie incoercible. Il eut ainsi huit rechutes. On vient de le réformer avec un congé n° 2, c'est-à-dire sans indemnité; il lui fut octroyé seulement 3 fr. 75 pour frais de route de Saïda à Marseille.

Après avoir vainement cherché à se placer, Pinsmaille, qui est atteint, ainsi que le constate un certificat médical, d'anémie palustre avec congestion du foie due à une ancienne dysenterie, erre à la recherche d'un emploi quelconque. Il a vainement sollicité des secours de l'autorité militaire; il est considéré comme n'y ayant aucun droit : son livret porte qu'il a été réformé « pour infirmité ne pouvant être attribuée au service militaire (congestion du foie) ».

Ce sacré tireur au flanc de Pinsmaille a évidemment passé ses cinq années de service à se congestionner le foie en vue d'obtenir une pension. Mais la haute science médico-militaire veille, et a déjoué ses ténébreuses machinations. Suis pas'n tourte, scrongnieugnieu!

Et les suicides continuent dans l'armée.

Emmanuel Meilleur, âgé de vingt-deux ans, soldat à la caserne Mourillon, à Toulon, s'est donné la mort dans la chambre où il couchait.

Louis Barral, soldat au 141e de ligne, à Marseille, s'est suicidé au cimetière sur la tombe de sa famille.

Leintzeiger, soldat au premier bataillon d'Afrique, venu d'Oran, attendait à Marseille sa libération, quand il s'est pendu avec sa cravate dans une salle du rez-de-chaussée du fort Saint-Jean.

En voilà dix-huit depuis deux mois.

***

Trop d'honneur! — Une chose m'a beaucoup flatté, et produira, je l'espère, le même effet aux camarades. C'est l'opinion émise sur notre compte par un personnage officiel chargé de représenter « nos » intérêts à l'étranger et de protéger ceux de nos nationaux qui croient devoir quitter notre doux pays.

Dernièrement, notre ami Octave Jahn, de passage à Barcelone où il attendait le bateau pour Marseille, fut arrêté par la police espagnole. Pourquoi, demandera-t-on? Sait-on jamais pourquoi un anarchiste est arrêté? Le fait d'être anarchiste ne suffit-il pas?

On vint l'aviser dans la nuit que le gouverneur l'avait condamné à cinq cents pesetas pour outrage à la morale publique... Comme Jahn n'avait pas la somme, on le maintint en prison.

Cependant, quinze jours plus tard, on vint lui dire qu'il était libre. Mais, à peine dehors, il fut arrêté de nouveau et on lui réclama pour la deuxième fois les cinq cents pesetas. Ne les ayant pas davantage, car cinq cents pesetas ne poussent pas toutes seules dans une cellule de prison, il fut ramené au cachot.

Cette fois, Môssieu le consul de France daigna s'occuper de ce compatriote. Il alla le visiter dans sa prison.

— Ah! vous êtes anarchiste, lui dit-il. Les anarchistes sont le rebut de la société. Je ne peux rien pour vous.

Nous ne nous attarderons pas à nous indigner de ce refus d'intervention parce que la victime d'un emprisonnement arbitraire est anarchiste. Nous sommes habitués à ces dénis de justice.

Mais il importe de retenir que les anarchistes sont le rebut de la société. Pour moi, qui suis anarchiste, j'en suis fort flatté. C'est avec une joie inappréciable que, si je m'en rapporte à l'opinion autorisée d'un personnage si important, j'apprends que je n'ai rien de commun avec ce cloaque de sang et de fange où grouillent avec délices tous les honorables stercoraires qui sont l'objet de la badaude et béate vénération publique. C'est pour moi une indicible satisfaction de savoir qu'un Hanotaux, un Esterhazy, un Vervoort, un Puybaraud, un consul de France à Barcelone, me proscrivent, ainsi que ceux que j'estime, de la nauséeuse putréfaction dans laquelle ils mijotent avec tant de sérénité.

Tous les anarchistes partageront sans doute ma satisfaction.

***

Les Elections. — Dans sa dernière *Feuille*, Zo d'Axa nous annonce que *Nul*, l'âne blanc, est élu. Il nous engage, pour nous en assurer, à faire le compte des bulletins blancs et nuls, et des abstentions.

Je ne me hasarderai pas à entreprendre une addition si compliquée. Mais si, *en droit*, l'âne blanc est élu, c'est l'autre qui est proclamé et qui régnera! L'autre, l'âne gris, de ce gris indécis et sale du linge malpropre et des murs de prison; l'âne gris, le baudet, la bourrique qu'un moment illustra Robespierre, le roussin de Béotie, l'Aliboron lourdaud qui, « d'une corne tout usée », vient caresser « fort amoureusement » le menton de son maître pour s'attirer ses bonnes grâces. A lui les honneurs, le respect, l'encens! A lui les petits profits, les sucreries abondantes, les picotins avantageux. L'âne gris, plat, banal et vulgaire, s'impose comme le symbole obligé de la bêtise universelle. L'autre, l'âne blanc, présente encore quelque poésie. Sa couleur, moins commune, sa grâce empreinte d'une certaine fantaisie, le signalent à la méfiance des classes dirigeantes. L'âne blanc est suspect. C'est un intellectuel!

N'est-il pas juste que son concurrent soit le bénéficiaire du râtelier bien garni, qu'alimente avec constance la souveraine ânerie publique?

André Girard.

Aubervilliers. — Les camarades d'Aubervilliers avaient organisé une réunion samedi soir qui a pleinement réussi. Devant une nombreuse assistance, les compagnons Langlois, Brunet, Murmain, Perron ont développé les idées anarchistes. Tous ont affirmé la nécessité d'une révolution pour transformer l'état social; ces affirmations ont été goûtées de l'assistance et la réunion s'est terminée par des chants révolutionnaires en guise d'ordre du jour.

Noel Paria.

Suisse.

O Suisse! refuge de la liberté, le proscrit t'aime comme l'Arabe altéré les oasis des déserts, il t'implore comme le marin en danger sa Vierge du Bon-Secours.

Tu es sa vraie patrie.

Gloire à toi, Suisse, mère de citoyens libres, travailleurs et heureux.

Et cela s'imprime, s'apprend à l'école et peut au besoin se chanter dans les fêtes officielles où s'allient si bien le patriotisme et l'ivrognerie.

Oui, telle est la légende: tout autre est la réalité.

La tyrannie gouvernementale, tout en affectant des formes doucereuses, ne se fait pas moins sentir ici autant et plus qu'ailleurs.

La bourgeoisie franc-maçonne et cléricale — fabricants, propriétaires, commerçants, banquiers — règne et gouverne, et souvent un seul gros bonnet est à la fois conseiller national, membre du grand conseil, colonel, juge au tribunal, riche propriétaire et grand usinier.

Une presse soumise, aplatie devant ceux qui la paient, achève la servitude volontaire de ce peuple dont l'instruction officielle a courbé l'intelligence sous le joug de multiples préjugés qu'entretiennent très soigneusement l'esprit militaire et l'esprit clérical.

La nation suisse en est à approuver le droit d'asile violé, la fierté nationale humiliée, l'antique bonne foi dédaignée.

Aussi nos gouvernants ne se gênent guère pour fouler aux pieds les vieilles traditions de liberté.

Apre au gain, le peuple fera toutes les concessions pour ne réduire aucun de ses bénéfices. Il déteste d'instinct l'étranger sans le sou et acceptera, sans broncher, toutes les fantaisies des riches touristes. Il est vraiment de cette race de marchands de soupe dont l'influence est prépondérante dans ce pays.

Voici une des récentes lâchetés que la politique vient de faire commettre aux hauts fonctionnaires qui nous régissent.

Le 14 mai dernier, le train du Gothard amenait 250 ouvriers non armés se rendant en Italie. Entre temps, des pourparlers étaient engagés entre les autorités fédérales et cantonales à la suite desquels, à Airolo, le train fut entouré par la gendarmerie tessinoise et les soldats des forts. Mais à Ambri, pris de justes défiances, les voyageurs forcèrent la consigne et se mirent en demeure de gagner la frontière à pied.

Cela ne faisait sans doute pas le compte de nos autorités, qui lancèrent à leur poursuite un bataillon de soldats, de cette armée nationale que les démocrates socialistes nous envient. Ramenés par les soldats à Faido, ils passèrent la nuit dans la maison communale et le lendemain dimanche ils furent embarqués dans un train et escortés du même bataillon. A Bellinzona où l'on avait déjà arrêté des individus suspects, les autorités constatèrent avec stupeur que cette bande avait un caractère anarchiste.

« Nous sommes des sans-patrie, en dehors de tous les partis et contre eux », telle fut la déclaration qu'ils firent. Même à Lugano, les meneurs socialistes craignaient ces gens, déclare le président du grand conseil, qui venait de recevoir de Scherb, le procureur fédéral et chef de la police politique, l'ordre *de livrer aux autorités italiennes* les 250 ouvriers en question. Toujours emprisonnés dans le train, ils furent conduits jusqu'à la frontière, à Chiasso, où ils arrivèrent à 1 h. 29.

Là, les soldats suisses remirent leurs victimes entre les mains de la police italienne, accompagnée de bersaglieri, prévenue qu'elle était d'avance. On les mena jusqu'à Côme sous cette nouvelle escorte; arrivés à cette première gare italienne, ils furent enchaînés deux à deux, fouillés, puis incarcérés.

Ils attendent à présent les doux effets de la justice royale et militaire, et peuvent méditer en attendant sur les inconvénients qu'il y a à refuser en Suisse le travail à vil prix.

Ajoutons que tous les Italiens connus comme républicains ou propagandistes socialistes, qui sont venus chercher un refuge en Suisse, sont arrêtés. Ils seront expulsés et le plus souvent extradés. L'organe de « ces gens qui prient Dieu debout, mais qui s'agenouillent dans le ruisseau pour y ramasser un centime », le *Journal de Genève* donne naturellement sa haute approbation à toutes ces infamies contre lesquelles personne ne protestera.

La Suisse jouit de sa gloire passée, sème la servitude, récolte la peur et vit sur le mensonge.

***

Un des moyens les plus ignobles, un des plus atroces employé par nos gouvernants, c'est l'expulsion du territoire. Notez bien que sitôt qu'un homme gêne ces messieurs, qui se croient nos maîtres, ces représentants de l'autorité, vite on trouve un moyen, un truc quelconque pour le condamner légalement, ou du moins en avoir l'air, et le tour est joué. Dans notre bonne République helvétique, il en est de même, comme partout ailleurs; mais ce qu'il y a de curieux, c'est qu'un Suisse peut être expulsé de Suisse, grâce à la composition de notre pays. En effet, ce dernier pays étant composé de 25 États différents, un Suisse peut être expulsé de 24 cantons et ne pouvoir habiter que celui dont il est originaire, c'est-à-dire celui de ses aïeux. Ainsi un jeune homme né à la Chaux-de-Fonds (canton de Neuchâtel), par exemple, mais ressortissant de Berne, expulsé, se trouvera dans l'obligation de rompre son ban et de risquer quelques mois de prison, pour aller voir son père ou sa mère sur son lit de mort, s'il ne veut pas se courber à cette canaillerie appelée « Loi, Code », c'est-à-dire demander la grâce d'une autorisation de séjour de vingt-quatre ou de quarante-huit heures.

Espagne.

L'agitation économique s'étend de jour en jour, mais la presse, muselée par la loi martiale proclamée dans toutes les provinces soulevées, ne souffle mot.

Pueblo Nuevo. — La hausse des produits occasionne un soulèvement spontané de la population, qui s'attaque aux maisons bourgeoises et réduit en cendres les bâtiments administratifs et les baraques de l'octroi. Un grand nombre d'arrestations ont été opérées par la gendarmerie.

Aloizana. — Les troubles qui ont éclaté dans cette ville ont pris, dit-on, de grandes proportions; mais les détails manquent. Il y a, paraît-il, des morts et des blessés en grand nombre.

Almeria. — La bourgeoisie de cette ville est terrorisée. En dépit des arrestations opérées en masse, au point que la prison est insuffisante, on prévoit un proche soulèvement de la population affamée et les autorités craignent que les scènes de lundi ne se renouvellent.

La garde civile serait encore impuissante à protéger les maisons bourgeoises et ne pourrait s'opposer au pillage des magasins; aussi les notables de la ville réclament-ils des renforts imposants. Les gouverneurs, assiégés de toutes parts de demandes analogues, sont aux abois.

Casares. — La population révoltée, après avoir pillé l'administration des octrois, fait un autodafé des paperasses administratives. Les baraques furent incendiées et les riches habitations menacées. La troupe faisant défaut au moment où la révolte éclata, la ville resta toute la nuit au pouvoir des révoltés. La bourgeoisie est terrifiée, car on craint des désordres plus graves. A la mine Esperanza, près de Casares, les carabiniers ont découvert une grande quantité d'explosifs.

Linares. — On ignore toujours le nombre exact des morts et des blessés. Plus de trois cents arrestations ont été opérées. L'attitude de la population ouvrière fait craindre un nouveau soulèvement. Les bourgeois réclament des troupes en nombre, car la garde civile fut mise en échec par la fusillade acharnée des révoltés. Les boulangers baisseront le prix du pain à la condition que leur déficit soit couvert par des souscriptions organisées à cet effet par les bourgeois « généreux ». Il paraît que 80.000 pesetas ont déjà été recueillies. Il y a beaucoup de chances pour que cette générosité soudaine soit sans effet et tous ces braves cœurs en seront pour leurs frais.

Trujillo. — L'attitude de la population a nécessité la déclaration de l'état de siège. Quelques heures après la proclamation de la loi martiale, une bombe fit explosion chez un bourgeois de la ville.

Talavera. — On a trouvé dans le Tage le cadavre de don F. de Ollarria y Serrano, juge chargé récemment d'instruire le procès des révoltés.

***

Les bourgeois ne savent qu'inventer pour conjurer le péril. Les boulangers mettent en vente un pain « économique » dit de famille, à l'usage des classes pauvres, et des souscriptions bourgeoises s'organisent un peu partout. Dans les villes où des troubles ont éclaté, leur générosité est vraiment touchante. A Gigon, on parle de 436.000 pesetas, 80.000 à Linares, etc. Malgré ces résultats, les généreux donateurs avouent que des renforts militaires seraient bien plus efficaces.

Le courant de générosité s'étend aux propriétaires des mines, autrefois intraitables. Les grèves se terminent à l'avantage des ouvriers et tous les conflits sont promptement aplanis. Les mineurs de Sama réclament et obtiennent 12 0/0 d'augmentation de salaires. Ceux de Santa-Lucia obtiennent un réal supplémentaire. Aux mines de la Caroline, le conflit est réglé de la sorte : journée légale de 8 heures et augmentation proportionnelle du salaire ; payement quotidien en espèces ; suppression des cantines obligatoires ; commissions mixtes de surveillance ; augmentation de 5 centimes à 1 réal par quintal de minerai transporté.

Cette bonne volonté de mauvais aloi n'empêche pas la crise industrielle de s'aggraver. A Barcelone, à Bilbao, les fabriques et ateliers ferment leurs portes. A Valencia, le mouvement des navires étant paralysé, les ouvriers du port se trouvent réduits à la plus atroce misère et leur nombre est énorme.

Les autorités de Barcelone ont décidé l'expulsion des anarchistes français détenus dans les prisons nationales de la capitale.

J. M.

Etats-Unis.

Sous le titre de « Nouvelles supprimées par le gouvernement de Washington », on lit dans *The New Time*, revue mensuelle de Chicago, numéro d'avril, un long et intéressant article. En voici quelques extraits :

« Il y a déjà six mois qu'un certain J. J. Cook travaille la Maison-Blanche en faveur d'un projet dont il est l'auteur, il est secondé par le sénateur Stere Elkins et par des financiers de Wall Street. Le président est partisan du dit projet.

« Après que le gouvernement espagnol eut contracté l'emprunt de 400.000.000 de dollars pour la guerre de Cuba, les financiers de Paris, de Berlin et de Londres ne tardèrent pas à constater que le public refusait de leurs mains les chromos de cet emprunt ; ils conçurent alors le projet de sauver leur « papier » en le faisant endosser par les Etats-Unis ! Sur la promesse d'une large part dans les profits de l'affaire, James Gordon Bennett, du *New York Herald*, qui est au mieux avec les ploutocrates et les politiciens de marque, s'est, dit-on, chargé de « travailler » la presse américaine. La confirmation de cette histoire se trouve dans le fait que le *Herald* depuis trois mois a changé du tout au tout ses appréciations sur l'Espagne : il conseille la paix et suggère, pour mettre fin aux maux actuels... une solution commerciale.

« Si le Congrès sanctionne la manœuvre de la finance cosmopolite, il y a quarante dollars de bénéfice sur chaque titre de cent dollars. Donc, si le gouvernement américain les endosse, c'est sur les 400.000.000 de dollars un profit de 160.000.000 de dollars !!!

« Même dans le cas où les Etats-Unis enverraient une armée d'occupation à Cuba, les porteurs de ces chromos espagnols presseront le gouvernement américain d'offrir une compensation à l'Espagne, et cela sous la forme d'un don de quelques millions de dollars.

« Autre chose encore, dans la question de Cuba. Il y a les porteurs de bons de la « République cubaine » : ce sont de riches et peu scrupuleux congressmen et de puissants financiers de Wall Street, possédant des sièges au Sénat et à la Chambre des représentants. Les détails de l'affaire et les identités des manipulateurs sont difficiles à obtenir, mais il est bien connu que les bons cubains n'ont coûté aux porteurs que dix cents par dollar, et que ces porteurs rôdent autour de Washington.

« Les Etats-Unis peuvent donc s'attendre à jouer le rôle de payeur ou d'endosseur. Portez vos regards n'importe de quel côté et vous reconnaîtrez que l'Américain doit s'attendre à être volé avec la question de Cuba. »

***

Saint-Louis. — La série de lectures que notre camarade Emma Goldman a faites dans cette ville a donné un excellent résultat relativement à la propagande.

Plusieurs de nos camarades dans bien des villes ont trop souvent le tort de rechercher un succès financier. Naturellement l'argent est une nécessité, mais le point essentiel est de répandre les idées et d'amener de nouveaux adeptes dans le mouvement.

Des femmes qui n'avaient jamais été vues auparavant aux meetings ou aux soirées anarchistes assistaient à chaque séance d'Emma ; de plus, une demi-douzaine de contradicteurs y venaient chaque fois pour discuter et questionner notre vaillante camarade qui, dans ces débats, a montré toujours une grande subtilité de conception et a répondu avec intelligence et concision.

Italie.

Les journaux publient la dépêche suivante :

« Le général Malacria, commissaire extraordinaire à Naples, a décrété que tous les ouvriers qui se mettront en grève seront déférés devant les tribunaux. »

Cette décision doit éclairer les travailleurs sur ce qu'ils ont à attendre de la bourgeoisie. Quand celle-ci se sent menacée dans ses privilèges, elle s'empresse de supprimer d'un coup tous les « droits » reconnus dont l'exercice peut fournir une arme contre elle.

A. G.

Allemagne.

Ces jours-ci, à Darkehmen, on pouvait voir collées sur les murs, les bancs des promenades, les arbres, les escaliers, les portes des habitations, les couloirs des bureaux, les vitrines, les boîtes aux lettres, etc., des étiquettes gommées contenant des propos anarchistes. La police a voulu procéder à l'arrestation de deux camarades, mais ceux-ci se sont réfugiés dans une maison à deux issues et n'ont pu être rejoints.

Ce moyen de propagande est excellent. Il peut se pratiquer facilement par l'étiquette polycopiée ou imprimée sur laquelle peuvent être écrites des déclarations de principe, des pensées d'écrivains, des statistiques, des relations concernant le mouvement libertaire, etc. De plus, elle est difficilement saisissable. Nous la pratiquons ici couramment.

S.

Angleterre.

Londres. — Pas de chance, cette année, la manifestation du 1er mai : une forte pluie ne cessa de tomber depuis l'instant où les sociétés se réunirent sur les quais derrière Charing-Cross jusqu'à la fin des discours à Hyde-Park. Malgré cela et à cause du dimanche, toutes les sociétés politiques et ouvrières étaient représentées avec bannières et musiques ; le défilé dura plus d'une heure.

Douze tribunes étaient préparées à Hyde-Park ; les discours allaient aussi vite que la pluie, les politiciens y parlèrent toujours de ces lois plus équitables que, depuis les temps les plus reculés, on promit aux esclaves, de la journée de huit heures, etc.

A la tribune n° 6, qui était un peu moins politicienne, on acclama la Révolution libératrice ; Louise Michel, Tarrida, Gracchus, etc., s'y succédèrent pendant une heure et demie.

Somme toute, je ne vois là qu'une grande parlotte où chaque parti trouve son public tout fait pour applaudir et voter de continuelles résolutions.

Comme en France, les futurs candidats l'ont toujours belle, le 1er mai, pour se montrer épatants dans des discours pleins de vent.

Et le soir de cette fête, que l'on dit *du travail*, oh ! dérision du Congrès de 1889 à Paris ! beaucoup de ces manifestants n'ont pas une croûte à se mettre sous la dent !

G.

AVIS

L'imprimeur vient de nous livrer *Sa Majesté la Famine, reine de Sicile*, par Luce, la dixième lithographie de notre album. Dans une huitaine nous sera livrée une lithographie d'Hermann-Paul, qui sera la onzième de l'album.

Elles sont en vente à nos bureaux à 1 fr. 25, franco 1 fr. 40.

Nous venons de faire réimprimer, les *Déclarations d'Etiévant*, avec une couverture illustrée par Jehannet.

La brochure est en vente, 0 fr. 15 franco, 7 fr. 50 le cent.

Pour Paris, elle va être déposée chez les libraires. L'y réclamer.

Sous peu nous espérons faire réimprimer la *Morale anarchiste* de P. Kropotkine et commencer une série d'images pour enfants.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Bibliothèque des Travailleurs Libertaires du XIIe. Dimanche 29 mai, à 8 h. 1/2 du soir, salle Delapierre, 168, rue de Charenton, conférence sur les événements du temps présent.

A 9 h. 1/2, soirée familiale, avec le concours de nombreux camarades. Entrée gratuite.

Lundi de Pentecôte, ballade champêtre à Brévannes. Rendez-vous à 9 heures chez Delapierre ; départ à 10 heures précises.

Trajet par Charenton-Créteil. Une partie de la route sera faite à pied (une heure au plus).

Frais : Tramway, 0 fr. 15 ; déjeuner, 1 fr. 25 environ.

Pour les camarades qui s'y rendront individuellement : Tramway de la Bastille à Charenton, et de Charenton à Créteil ; train de la Bastille à Boissy-Saint-Léger ou par la gare de Lyon.

On se retrouvera chez Mme Henry.

Aubervilliers. — Les camarades se réunissent tous les samedis chez Langlois, 5, rue des Quatre-Chemins. Prière d'être exact.

Saint-Denis. — *Les Egaux*, groupe d'études sociales. Samedi soir, à 8 heures, causerie sur les élections et leurs résultats. Pour le lieu, s'adresser à Grandidier, 1, rue Pierre-Beguin.

Jeunesse Egalitaire. Tous les mardis, réunion salle Ollivier, rue du Port.

Nancy. — Le camarade Loquier vend les journaux et les porte à domicile.

Bruxelles. — Grand meeting, salle de l'Union, rue des Fabriques, mardi 31 mai, à 8 h. 1/2. Sujet : La question du pain. La guerre civile en Espagne et en Italie.

Orateurs : Alice Bron, Flaustier, Robyns, Verbelen.

Samedi 28 mai, Brasserie belge, Grande Place, à 8 h. 1/2. Conférence contradictoire sur le « Mouvement théosophique ».

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

L'Esprit Nouveau, par Léon Bazalgette, 1 vol., 3 fr. 50, à la Société d'éditions littéraires, 4, rue Antoine-Dubois.

Sous le sabre, par Jean Ajalbert, 1 vol., 3 fr. 50, à la *Revue Blanche*, 1, rue Laffitte.

L'Epidémie, par Octave Mirbeau, pièce en un acte ; plaquette, 1 fr., chez Charpentier, 11, rue de Grenelle.

Rebeldias, par Benjamin Mota, 1 broch., 2.000 reis, typographia Brazil de Carlos Gerke, 80, rua Moreira Cezar, à São-Paulo, Brésil.

Contes dans la nuit, par P.-C. Boutet, 1 vol., 3 fr. 50, Chamuel, éditeur, 5, rue de Savoie.

PETITE CORRESPONDANCE

Reçu pour la colonie Buteaux : K., 0 fr. 25.

Reçu pour Etiévant : E. J. V., 1 fr.

Reçu pour le journal : Jeandetrop, 1 fr. — Anonyme, 1 fr. — Un groupe de peintres en décor (E. V.), 5 fr.

Rabarin, 2.000 reis ; Un élève Arn Dine, 1.000 r. ; Willin fils, 0.500 r. ; Gontier, 2.000 r. ; Lallemand, 2.000 r. ; Monique (coupe pas), 0.500 r. ; Coillié, 2.000 r. ; Campagne, 1.000 r. ; Robert, 2.000 r. ; Gaston Savinet, 2.000 r. ; H. H., 2.000 r. ; Sa compagne, 1.000 r. ; Hébert, 2.000 r. Total : 20.000 reis. — Merci à tous.

D., à Thiers. — P. et M., à Saint-Etienne. — B., à Brest. — C., à Como. — M., à Bourges. — P. A., à Angers. — M., à Saumur. — G., à Carmaux. — F., à Amiens. — L., à La Forêt de Combrée. — L. B., à Jemeppe. — M., à Anvers. — F., à Liège. — R., à Saint-Louis. — B., à Ponderano. — P., à Bucarest. — D., à Paterson. — Merci.

Le Gérant : Denéchère.

Paris. — Imp. Ch. Blot, 7, rue Bleue.